



Le 07 novembre 2017

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Non au sabordage de la DGFIP !

Sous l'impact combiné des suppressions d'emplois et des évolutions du paysage institutionnel, la DGFIP et ses personnels subissent de multiples restructurations (ASR), fermetures et autres transferts de missions, dans un mouvement de concentration de plus en plus fort.

Il en résulte :

- Une destruction du maillage territorial au détriment de l'égalité d'accès et de traitement des administrés
- Un bouleversement des conditions d'exercice des missions
- Une détérioration de la qualité de service

De leur côté, les agents et les agentes :

- perdent leurs repères et le sens du travail,
- doivent supporter une pression au travail trop souvent toxique,
- vivent au quotidien des conflits éthiques
- voient leurs conditions de vie au travail se détériorer inexorablement.

Il faut désormais ajouter à ce tableau, les profonds reculs imposés par le Directeur Général en matière de règles de mutation dans leur ensemble donnant le pouvoir à l'arbitraire local qui, à terme, concernera la rémunération tout comme la promotion.

Toutes ces régressions sont liées d'une part aux réformes structurelles déjà en cours, mais elles préparent aussi le futur sombre de la DGFIP.

Les orientations du gouvernement concernant la Fonction publique sont désormais affichées avec CAP 22 : abandon, externalisation ou privatisation de missions pour absorber les 120 000 suppressions d'emplois annoncées et maintes fois confirmées. Et nos décideurs n'ont jamais caché que Bercy et singulièrement la DGFIP constituaient un réservoir inépuisable de suppressions d'emplois.

En s'attaquant aux dispositifs de mutation, la DG termine son œuvre de destruction des spécificités de la DGFIP et s'en prend aux droits fondamentaux des personnels.

Nous devons mettre un coup d'arrêt à ce sabordage de notre administration et nous devons:

- défendre le service public et les missions de la DGFIP
- exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations
- exiger le retrait des dispositions visant à modifier en profondeur les règles de mutation et l'ouverture de véritables négociations
- protéger notre statut pour permettre un traitement égalitaire de chaque citoyen
- exiger une amélioration concrète des conditions de vie au travail
- reconnaissance des qualifications par une très nette augmentation des promotions de grade
- Plan de transformations massives d'emplois de C en B et de B en A.
- revendiquer l'augmentation de la valeur du point d'indice et refuser tous les systèmes de rémunérations au mérite, aujourd'hui le RIFSEEP
- imposer une compensation pérenne de l'augmentation de la CSG accompagnée d'une augmentation de notre pouvoir d'achat.
- empêcher le rétablissement du jour de carence,

Face aux enjeux cruciaux pour la DGFIP et les agent-es Solidaires Finances Publiques appelle l'ensemble des personnels à se mettre en grève le 23 novembre 2017 et à participer au rassemblement national à Paris.

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.org